

Déclaration d'Abuja

sur le financement de la lutte contre la tuberculose en Afrique

Abuja, 11 décembre 2024

Nous, participants à la réunion sur le financement de l'élimination la tuberculose en Afrique, organisée conjointement par le Partenariat Halte à la tuberculose, l'Union africaine, le Caucus parlementaire africain sur la tuberculose et le Réseau des commissions parlementaires africaines de la santé représentant les gouvernements, les parlements, la société civile, les partenaires techniques, le secteur privé et d'autres parties prenantes de 22 pays fortement touchés par la tuberculose, nous sommes réunis avec un engagement commun à accélérer les efforts pour mettre fin à la tuberculose, une maladie infectieuse transmise par l'air qui peut être prévenue, diagnostiquée, traitée et guérie.

Reconnaisant :

- Que la tuberculose reste la maladie infectieuse la plus mortelle au monde et en Afrique, faisant 400 000 morts par an, touchant de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables ;
- Que des lacunes importantes persistent, avec 26 % des cas de tuberculose et 64 % des cas de tuberculose pharmacorésistante (TB-R) non diagnostiqués ou non traités, et seulement 54 % diagnostiqués à l'aide de tests moléculaires rapides ;
- Que le financement de la prévention, du diagnostic et du traitement de la tuberculose est largement inférieur aux besoins énoncés dans les plans stratégiques nationaux de lutte contre la tuberculose, ainsi que de l'Afrique dans les objectifs de financement de la réunion de haut niveau des Nations Unies ;
- Que les budgets nationaux pour les réponses à la tuberculose sont insuffisants et que des ressources supplémentaires sont nécessaires pour combler les déficits de financement dans les réponses nationales à la tuberculose ;
- Que le soutien essentiel du Fonds mondial et la répartition flexible des maladies tuberculose/VIH/paludisme au niveau des pays doivent être complétés par une responsabilisation renforcée dans la mise en œuvre ;
- L'importance de la tuberculose dans le secteur minier et la nécessité d'accélérer l'indemnisation des anciens mineurs ou de leurs personnes à charge ;

Nous affirmons notre engagement collectif à :

1. Contribuer aux efforts visant à sensibiliser davantage nos chefs d'État et de gouvernement à la situation nationale de la tuberculose et à la réponse, aux défis et aux lacunes pour mettre fin à la tuberculose.
2. Plaider en faveur d'un financement national accru pour la tuberculose, y compris au niveau infranational, et d'une sensibilisation à la tuberculose dans tous les secteurs.
3. Promouvoir la formation et le renforcement de groupes de travail multipartites sur la tuberculose au niveau national afin de s'attaquer aux facteurs sociaux et économiques de la tuberculose.
4. Veiller à ce que les mécanismes de coordination nationale (CCM) du Fonds mondial collaborent étroitement avec les parlements et qu'ils allouent également des ressources à la tuberculose proportionnellement aux plans nationaux, aux besoins de réponse et aux déficits de financement.

5. Inciter les banques de développement à intégrer le financement de la tuberculose dans les discussions sur les prêts concessionnels et les subventions avec les gouvernements.
6. Sensibiliser le secteur privé aux impacts économiques de la tuberculose et plaider pour qu'il joue un rôle de premier plan dans le soutien au diagnostic, au traitement, aux soins et à la prévention de la tuberculose.
7. Tirer parti de nouveaux mécanismes de financement, notamment le Fonds de lutte contre la pandémie, le Fonds vert, l'économie bleue et l'économie numérique, pour combler les déficits de financement de la lutte contre la tuberculose.
8. Plaider en faveur de l'inclusion de la tuberculose dans les programmes de soins de santé primaires et les régimes d'assurance maladie.
9. Plaider en faveur de systèmes d'approvisionnement en produits de santé efficaces et efficaces et soutenir le financement du système de santé destiné à l'approvisionnement et au renforcement des outils utilisés pour la tuberculose et d'autres maladies.
10. Renforcer les réglementations, les politiques et la législation sur la sécurité sanitaire dans les secteurs miniers formels et informels.

Cette réunion marque une étape décisive dans la lutte contre la tuberculose. Unis par notre mission, nous nous séparons avec une détermination renouvelée à mobiliser les ressources nécessaires pour garantir que personne ne soit laissé pour compte dans la lutte contre cette maladie évitable et traitable.

Ensemble, nous pouvons mettre fin à la tuberculose.

La liste des participants est jointe